

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de service

N° 251000235

**Accord-cadre pour la réalisation de prestations de bureaux d'études
mécaniques et électriques en lien avec les systèmes sous-marin de
l'Ifremer**

CCAP commun aux trois lots

PROCEDURE :

**Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2161-2 et R.2161-5 du Code de la
commande publique**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouza de services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Cotraitance	4
1.4. Sous-traitance	4
2. PIECES CONTRACTUELLES	5
3. PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE ET PRINCIPE DES UNITE D'ŒUVRE	5
3.1. Définition des prestations	5
3.2. Principe de fonctionnement des unités d'œuvre	6
3.3. Evaluation des charges de travail par unité d'œuvre	7
4. SUIVI DU MARCHE	8
4.1. Représentant du titulaire	8
4.2. Représentant Ifremer	8
4.3. Maintien à niveau de l'équipe chargée d'exécuter les prestations	8
5. PRIX DU MARCHE	8
5.1. Contenu des prix	8
5.2. Type de prix	9
5.3. Date d'établissement des prix	9
5.4. Variation dans les prix	9
6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	10
6.1. Avance	10
6.2. Acomptes	10
6.3. Délai global de paiement	10
6.4. Présentation des marchés subséquent et des bons de commande	11
6.5. Présentation des demandes de paiement	11
7. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
9. PENALITES	12
9.1. Pénalité pour retard commune aux deux lots	12
9.2. Pénalité pour non-respect des exigences d'expérience et/ou de profils	13

10.....	CONFIDENTIALITE	13
11.....	PROPRIETE	
INTELLECTUELLE		14
11.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats		14
11.2. Propriété matérielle		14
11.3. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER		14
11.4. Garantie des droits		15
12.VERIFICATIONS	ET	DECISIONS
VERIFICATION.....		APRES
		15
13.MODIFICATIONS	EN	COURS
MARCHES		DE
		16
13.1. Modification du marché.....		16
13.2. Clause de réexamen		16
13.3. Le marché complémentaire		17
13.4. L'avenant de transfert.....		17
14.MARCHE	NEGOCIE	SANS
CONCURRENCE	PUBLICITE	NI
	MISE	EN
		17
15.....	RESILIATION	
		17
16.EXECUTION	AUX	FRAIS
RISQUE.....		ET
		18
17.ASSURANCES	ET	DIVERSES
ATTESTATIONS		
		18
18.DEROGATIONS	AUX	DOCUMENTS
GENERAUX		
		18
• Article 1 – Informations confidentielles.....		19
• Article 2 – Obligations des Parties au marché		19
• Article 3 – Exceptions		20
• Article 4 – Limites de l'Accord.....		20
• Article 5 – Transmission des Informations Confidentielles.....		20
• Article 6 – Destruction / Restitution des Informations Confidentielles		21

• Article 7 – Durée de l’Obligation de confidentialité	21
--	----

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de bureaux d’études mécaniques et électriques en lien avec les systèmes sous-marin de l’Ifremer.

Le détail des prestations et de l’environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint.

1.2. Allotissement

Le présent accord-cadre en scindé en lots :

LOT 1 : Réalisation de prestations de bureaux d’études mécaniques dans les locaux d’Ifremer

LOT 2 : Réalisation de prestations de bureaux d’études électriques dans les locaux d’Ifremer

LOT 3 : Réalisation de prestations de bureaux d’études mécaniques dans les locaux du titulaire

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l’un ou l’autre des groupements définis à l’article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l’un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l’acte d’engagement comme mandataire. Il représente l’ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L’entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L’acceptation de l’agrément d’un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement pour chaque lot et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) pour chacun des lots ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux trois lots ;
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/PI est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

3. PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE ET PRINCIPE DES UNITÉ D'ŒUVRE

3.1. Définition des prestations

Les prestations du marché recouvrent pour le lot 1:

- Des prestations d'expertises techniques mécaniques (voir OTE1 du CCTP),
- La réalisation d'études de conception mécaniques (voir OTE2 du CCTP),
- La réalisation de dossiers de plan de fabrication (voir OTE3 du CCTP),
- La mise à jour de dossiers de plans (voir OTE4 du CCTP),

Pour chaque OTE, le titulaire s'engage sur les profils et niveaux d'expériences définis au CCTP. Pour les OTE pour lesquelles le CCTP ne définit pas de niveau d'expérience ou de profil, le niveau d'expérience et le profil sur lequel s'engage le titulaire sont ceux définis dans le mémoire technique du titulaire lors de la remise des offres.

Les prestations du lot 1 sont réalisées dans les locaux de l'Ifremer et la coordination technique est de la responsabilité de l'Ifremer.

Les prestations du marché recouvrent pour le lot 2:

- Des prestations d'expertises techniques électriques (voir OTE1 du CCTP),
- La réalisation de schémas électriques (voir OTE2 du CCTP).

Pour chaque OTE, le titulaire s'engage sur les profils et niveaux d'expériences définis au CCTP. Pour les OTE pour lesquelles le CCTP ne définit pas de niveau d'expérience ou de profil, le niveau d'expérience et le profil sur lequel s'engage le titulaire sont ceux définis dans le mémoire technique du titulaire lors de la remise des offres.

Les prestations du lot 2 sont réalisées dans les locaux de l'Ifremer et la coordination technique est de la responsabilité de l'Ifremer.

Les prestations du marché recouvrent pour le lot 3:

- Des prestations d'expertises et de coordination d'études (voir OTE1 du CCTP),
- La réalisation d'études (voir OTE2 du CCTP),
- La réalisation de dossiers de plan de fabrication (voir OTE3 du CCTP),
- La réalisation de calculs (voir OTE4 du CCTP)

Pour chaque OTE, le titulaire s'engage sur les profils et niveaux d'expériences définis au CCTP. Les OTE du lot 3 représente un niveau d'approfondissement plus avancé que pour le lot 1. Pour les OTE pour lesquelles le CCTP ne définit pas de niveau d'expérience ou de profil, le niveau d'expérience et le profil sur lequel s'engage le titulaire sont ceux définis dans le mémoire technique du titulaire lors de la remise des offres. Les prestations du lot 3 sont réalisées dans les locaux du titulaire et la coordination technique est de la responsabilité du titulaire.

3.2. Principe de fonctionnement des unités d'œuvre

Compte tenu de la multiplicité et de la diversité des systèmes sous-marins gérés par l'Ifremer, l'institut est dans l'incapacité de définir des prestations détaillées. En revanche, quel que soit le système à développer ou à faire évoluer, l'Ifremer a pu définir une unité de commande générique appelée « Unité d'œuvre ».

Ainsi, dès qu'un besoin est identifié, l'Ifremer déclenche par bons de commande les unités d'œuvre nécessaires à la réalisation d'une ou plusieurs opérations techniques élémentaires (OTE). Ces éléments sont détaillés au CCTP.

Une unité d'œuvre correspond à un processus standardisé concourant à la réalisation d'un service ou d'un produit « formaté ». Toute unité d'œuvre se définit par rapport aux éléments suivants :

- Une opération technique élémentaire (OTE),
- La fourniture d'un livrable ou produit résultant d'un processus de production,
- Un délai standard de réalisation fixé à un jour (7 heures) par unité d'œuvre,
- Un ou plusieurs critères de jugement de la qualité du livrable (et un seuil d'acceptation du résultat).

Les logiciels imposés pour réaliser les prestations et le formalisme imposés par l'IFREMER sont définis au CCTP.

3.3. Evaluation des charges de travail par unité d'œuvre

L'évaluation des charges se fait en suivant une approche fonctionnelle métier et sur la base des montants d'OTE définis dans les BPU par lot.

L'évaluation des charges est arrêtée à la passation de chaque bon de commande selon le processus suivant :

- **Etape 1** : l'IFREMER soumet au titulaire une demande de prestation accompagnée du descriptif de la prestation et de son attendu, y compris en terme de livrable.

- **Etape 2** : sur la base de ce descriptif, le titulaire propose la ou les OTE nécessaire(s) à la réalisation de la prestation avec les quantités associées. Pour chacune de ces OTE, le titulaire soumet à minima au pouvoir adjudicateur :

- *Les quantités,
- *Le délai global de réalisation.

- **Etape 3** : L'évaluation de la charge par bon de commande est donc égale à :

Montant du bon de commande = La somme du montant total par OTE. Le montant total par OTE étant égal à la quantités par OTE x montant de L'OTE

- **Etape 4** : le pouvoir adjudicateur notifie un bon de commande comportant :

- * L'objet de la prestation,
- * Les quantités attachées à chaque OTE,
- * Le montant global du bon de commande = La somme du montant total par OTE. Le montant total par OTE étant égal à la quantité par OTE x montant de L'OTE
- * Le délai d'exécution du bon de commande,
- * Les livrables attendus.

L'IFREMER ne s'engage sur aucun un rythme de passation des bons de commande. Aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée par le titulaire par bon de commande. En revanche, l'IFREMER s'engage à regrouper au maximum ses commandes. Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées trop faibles ou trop importantes.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/PI, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délais de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

4. SUIVI DU MARCHÉ

4.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne les personnes physiques habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment au chef de projet et à l'équipe projet. En cas de changement d'un membre de l'équipe projet et/ou du chef projet, le titulaire s'engage à remplacer ces personnels à minimum à compétences et niveaux d'expérience égal.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché l'IFREMER désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

4.3. Maintien à niveau de l'équipe chargée d'exécuter les prestations

Le Titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché conformément aux besoins définis dans les documents contractuels. Durant toute la durée de la prestation, la composition opérationnelle de l'équipe du Titulaire devra à minima garantir les compétences et profils définis au CCTP par OTE pour mener à bien la prestation. En l'absence d'exigence en matière d'expérience ou de profil définis au CCTP, le titulaire s'engage à maintenir les compétences et profils qu'il a proposé dans son mémoire technique lors de la remise des offres.

5. PRIX DU MARCHÉ

5.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, Les prix définis aux actes d'engagement et BPU par lot, sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP notamment :

- Les coûts liés aux logiciels,
- Les livrables associés à l'OTE,
- Les frais liés à la main d'œuvre,
- Tous les frais annexes,
- Les coûts de coordination,
- Le suivi d'exécution des bons de commande,
- Le cas échéant, les déplacements nécessaires à l'exécution des UO.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

5.2. Type de prix

Les prix des OTE sont définis au BPU de chaque lot. Ces prix sont unitaires et varient selon la nature de l'OTE et selon que la prestation est réalisée dans les locaux d'Ifremer ou dans les locaux du titulaire.

5.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres (décembre 2025).

5.4. Variation dans les prix

Les prix des OTE sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisibles annuellement 2 mois avant la date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = Po (Sy/Syo)$$

Où

P = Prix révisés

Po = Prix initial à la date de notification du marché.

Sy = Dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date anniversaire de notification du marché (indice publié à « l'Usine Nouvelle » et au « Moniteur des travaux publics »)

Syo = Valeur de l'indice SYNTEC publié à la date de notification du marché.

En tout état de cause, La variation des prix issue de l'application de la formule de révision s'applique à la hausse comme à la baisse. De plus, la hausse des prix unitaires engendrée par l'application de cette formule ne pourra être supérieure à 3% par montant d'OTE.

La révision se fait prix par prix, à la hausse comme à la baisse.

Le titulaire adresse la révision des prix avec le détail de son calcul à cellule.marche@ifremer.fr 2 mois avant la date anniversaire du marché. Les nouveaux tarifs deviennent effectifs, à la date anniversaire du marché.

6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

6.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article R 2191-7 et suivant du Code de la Commande Publique.

En l'absence de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

6.2. Acomptes

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuel à partir de la date de notification du bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. Pour cela le titulaire justifie par écrit de l'avancement des prestations.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications jointes au bon de commande, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

6.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4. Présentation des marchés subséquent et des bons de commande

Chaque marché subséquent/bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu d'exécution,
- l'objet de la prestation,
- le délai d'exécution du marché subséquent/bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- la nature, les quantités et les prix unitaires

6.5. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

7. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le délai d'intervention pour prise en charge de la prestation est celui indiqué par le titulaire dans son mémoire technique. Ce délai ne peut dépasser 15 jours calendaires (samedi, dimanche et jours fériés inclus).

Les délais d'exécution des prestations sont définis lors de la passation de chaque bon de commande, par défaut le délai d'exécution est de 15 jours calendaire à compter de la date de notification du marché subséquent/du bon de commande.

8. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lot 1 : dans les locaux de l'Ifremer

Lot 2 : dans les locaux de l'Ifremer

Lot 3 : dans les locaux du titulaire

9. PENALITES

9.1. Pénalité pour retard commune aux trois lots

Lorsque le délai d'exécution indiqué sur le bon de commande, ou à défaut, sur tout autre document permettant l'élaboration de la commande, n'est pas respecté du fait du Titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée en application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

avec :

P = le montant des pénalités ;

V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale au montant hors taxes du bon de commande concerné;

R = le nombre de jours de retard calculé jusqu'à la remise effective de la prestation dans des conditions permettant à l'Ifremer d'en prononcer la réception.

Ces pénalités sont également applicables si les délais de correction lors de la validation d'aptitude et de services réguliers ne sont pas respectés.

9.2. Pénalité pour non-respect des exigences d'expérience et/ou de profils

En complément de l'article 14 du CCAG, la pénalité suivante est prévue :

En cas de non-respect des niveaux de compétence et profils définis au CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire (dans les cas où le CCTP ne prévoit pas de niveaux d'expérience ou de profils spécifiques), le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour proposer à l'Ifremer la nouvelle équipe ou le remplaçant pour l'exécution de la ou des missions. En cas de dépassement de ce délai, une pénalité de 100€ HT par jour ouvré est appliquée jusqu'à ce que le Titulaire se conforme à son obligation ou présente à l'établissement des profils équivalents après justification de son incapacité à déferer la ou les personnes présentées dans son offre.

10. CONFIDENTIALITE

Le titulaire signe l'annexe relative à l'obligation de confidentialité du présent CCAP.

L'ensemble des documents et informations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de ses annexes, ainsi que ceux transmis ultérieurement au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du marché, mais également pendant cinq (5) ans après son échéance ou sa résiliation quelle qu'en soit la cause, à respecter de façon absolue les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et, le cas échéant, par ses prestataires et sous-traitants :

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf en cas d'accord exprès et préalable de l'IFREMER, accord qui peut être refusé à l'entière discrétion de ce dernier ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données et fichiers communiqués par l'IFREMER au Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire du présent marché peut également être engagée sur la base, notamment, des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal, sauf s'il est obligé de divulguer ces documents

ou informations en application d'une obligation légale, réglementaire, ou d'une décision de justice.

11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

11.1. Dispositions générales relatives à l'utilisation des résultats

En complément de l'article 35 du CCAG/PI, il est précisé que le Pouvoir Adjudicateur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir adjudicateur, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Pouvoir adjudicateur pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

11.2. Propriété matérielle

Le transfert de propriété des supports matériels des développements réalisés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des prestations.

11.3. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au Titulaire par l'IFREMER

Le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété du Pouvoir adjudicateur et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer au Pouvoir adjudicateur toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par l'IFREMER et utilisés pour l'exécution du marché.

11.4. Garantie des droits

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis au titre du marché. Si le Pouvoir adjudicateur est saisi de revendications de tiers, ou est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l'objet du présent marché, le Titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché.

Le Pouvoir adjudicateur, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge du Pouvoir adjudicateur, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

12. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification de chaque marché subséquent/bon de commande, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG/PI :

- Soit une décision d'admission des prestations. Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, il ne peut y avoir d'admission tacite des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée. Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG/PI, si l'acheteur ne notifie pas une nouvelle décision au titulaire dans les 15 jours suivants ses observations, cela ne vaut pas admission sans réfaction.
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

13. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

13.1. Modification du marché

L'accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être modifiés par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

13.2. Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

➤ **Modification du plafond de la clause butoir**

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir,
- Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande,
- La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

➤ **Prestations supplémentaires**

En cours d'exécution de l'accord-cadre : Si des OTE supplémentaires non prévus à l'accord-cadre deviennent nécessaires pour l'exécution des prestations de lots, le titulaire propose un prix pour l'OTE supplémentaire. Une fois ce prix accepté, le pouvoir adjudicateur notifie l'OTE supplémentaire par avenant au titulaire à condition que la ou les OTE supplémentaires n'impactent pas le montant maximum des lots.

➤ **Substitution d'un membre du groupement**

Si le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques, l'article R2194-6 du code de la commande publique autorise la substitution d'un membre du groupement en cours d'exécution du marché via une clause de réexamen sans qu'il soit nécessaire de remettre le marché en concurrence. Par la présente clause de réexamen, l'IFREMER autorise la substitution d'un membre du groupement notamment si un des membres du groupement souhaite résilier le marché pour des motifs autres que ceux définis à l'article R2194-6 du code de la commande publique. Le nouveau co-traitant doit disposer des capacités professionnelles et techniques initialement demandé au règlement de la consultation et être en mesure du fournir les documents et attestations suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fourni une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;

- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

13.3. Le marché complémentaire

Conformément aux articles R 2194-2 et R 2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenues nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

13.4. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

14. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

15. RESILIATION

En complément à l'article 39 du CCAG/PI, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

16. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

17. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * l'article 3.3 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG
- * l'article 5.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- * l'article 11.1 complète l'article 35 du CCAG
- * l'article 12 déroge à l'article 29.1 et 29.3 du CCAG
- * l'article 15 complète l'article 39 du CCAG

ANNEXE

OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

- Article 1 – Informations confidentielles

Sont considérées comme confidentielles, toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient - incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, dessins, formules, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, brevetées ou non, communiquées par une Partie à l'autre Partie au titre du présent marché, pour lesquelles la Partie qui communique ces informations a indiqué de manière non équivoque leur caractère confidentiel, ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support sans possibilité d'y inscrire la mention « confidentiel », a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et a confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours calendaires.

L'absence de marquage ou de la notification indiqués ci-dessus n'auront pas pour effet de priver les informations concernées de leur caractère confidentiel lorsque, compte tenu des circonstances de leur divulgation et leur nature, lesdites informations ou données constituent de façon évidentes des Informations Confidentielles pour la Partie divulgateuse.

- Article 2 – Obligations des Parties au marché

La Partie qui reçoit une Information Confidentielle (ci-après désignée la « Partie Récipiendaire »), d'une autre Partie (ci-après désignée la « Partie Emettrice ») s'engage pendant toute la durée de la procédure du marché et les cinq (5) ans qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution du marché, à ce que les Informations Confidentielles :

- a) soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres Informations Confidentielles,
- b) ne soient communiquées de manière interne qu'aux seuls membres de leur personnel ayant à en connaître et sous réserve qu'ils soient tenus à des obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes dispositions.
- c) ne soient copiée, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins du présent marché.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie émettrice.

Chaque Partie au marché s'engage à ce que son personnel visé au b) ci-dessus respecte les présentes dispositions.

- **Article 3 – Exceptions**

Nonobstant les dispositions de l'article 2, chaque Partie peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- qu'elles étaient déjà en sa possession avant la conclusion du marché ;
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles.

- **Article 4 – Limites de l'Accord**

La communication par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre du présent marché, ne peut en aucun cas être considérée comme conférant de manière expresse ou implicite :

- une obligation pour les Parties de se lier contractuellement dans l'avenir ;
- une renonciation, pour la Partie Emettrice, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- une cession, par la Partie Emettrice, d'un quelconque droit, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen), sur ces Informations Confidentielles au profit de la Partie Récipiendaire.

Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions, transmises par une Partie à l'autre Partie, resteront en tout état de cause la pleine et entière propriété de la Partie émettrice, sous réserve des droits de tiers et, devront être restituées sans délai à cette dernière sur sa demande écrite.

- **Article 5 – Transmission des Informations Confidentielles**

La transmission des Informations Confidentielles obéit à la procédure suivante :

Dans la mesure du possible, les Informations Confidentielles seront remises par la Partie communicante sous forme écrite, avec la mention "Confidentiel", accompagnée d'un bordereau de transmission visé pour accuser réception. En cas de transmission par voie électronique, la Partie qui reçoit les Informations Confidentielles adresse un accusé de réception à la Partie communicante mentionnant la date, l'heure, le lieu de réception et la référence au présent marché.

Par ailleurs, si plusieurs réunions sont nécessaires à la communication des Informations Confidentielles, un procès-verbal signé par tous les participants complètera le présent marché sous forme d'annexe et mentionnera les documents remis.

- **Article 6 – Destruction / Restitution des Informations Confidentielles**

Les Informations Confidentielles, ainsi que leurs reproductions éventuelles, échangées entre les Parties sont détruites / restituées à la Partie qui les a communiquées sur sa simple demande écrite. Les Parties s'engagent à fournir un certificat de destruction.

La Partie Récipiendaire sera toutefois autorisée à conserver une copie des Informations Confidentielles aux seuls fins d'archivage.

- **Article 7 – Durée de l'Obligation de confidentialité**

L'Accord entre en vigueur à compter de la date de notification du présent marché et prend fin à la date de fin de validité du présent marché.

Fait à , le

Pour la société

Signature